

La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Un autre regard sur l'Afrique et les Africains

Mensuel d'information - Septembre 2012 - n° 155



Débat de Septembre 2012 :

« « **Et si l'agriculture sauvait l'Afrique ?** » »



enda

Éditorial

Le palmier à huile va-t-il affamer l'Afrique ?

Après avoir défrayé la chronique en Asie du Sud-Est où sa pratique à grande échelle est synonyme de déforestation, d'aggravation des émissions de CO₂ et de menaces sur la biodiversité et d'accaparement des terres sans compter la corruption qu'elle génère, la culture du palmier à huile se répand comme une trainée de poudre en Afrique. Compte tenu du précédent asiatique, elle suscite des réactions indignées de la part d'ONG telles que Grain, spécialiste de l'accaparement des terres, et Greenpeace, ainsi que des tentatives de régulation malheureusement impuissantes à enrayer une progression incontrôlée... et qui s'accélère depuis la grande crise alimentaire de 2008 !

Comment expliquer cette situation ? Aux raisons agronomiques et économiques propres à ce type de production s'ajoute un enjeu énergétique mondial qui renforce la pression sur les terres africaines.

Les avantages comparatifs jouent en faveur de l'huile de palme : c'est la moins chère et la plus productive des plantes oléagineuses - elle demande 6 à 9 fois moins de terre que les autres oléagineux. Selon un chercheur du CIRAD elle rapporte en moyenne 2 à 3.000 \$/ha. Son marché est en pleine expansion, bien supérieure à celle des autres oléagineux, tandis que les principaux producteurs d'huile de palme - Malaisie et Indonésie, qui, à eux seuls, assurent plus de 85 % de la production mondiale - ne disposeront plus à terme rapproché de terres pour accroître leur production.

Les débouchés de l'huile de palme sont en croissance rapide : à la consommation humaine dans l'alimentation où elle couvre plus du quart des besoins en huile végétale et ne cesse de progresser, s'ajoute une demande en agrocarburants qui connaît une évolution rapide marquée par une remise en question de

leur intérêt dans les pays industrialisés et une flambée corrélative dans les pays du Sud au détriment de leur souveraineté alimentaire. Il faut enfin prendre en considération l'incidence de choix politiques des pays en quête de placement de leurs excédents financiers et des pays à la recherche de nouvelles terres pour assurer leur approvisionnement alimentaire et qui se tournent vers l'Afrique supposée disposer de grands espaces vides à cultiver.

Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que la culture du palmier à huile progresse à pas de géant : les superficies des nouveaux projets ont été estimées par Grain à plus de 3 millions d'hectares. Une vigilance s'impose : en l'absence de contremesures visant à soumettre les investisseurs au respect de règles strictes concernant des critères sociaux et environnementaux destinés à préserver les droits fonciers traditionnels et les équilibres des écosystèmes, les transactions continueront à se faire dans la plus grande opacité, sans même tenir compte des prescriptions pourtant minimales de la Table Ronde pour une huile de palme durable, au détriment des populations locales et sans que les intérêts des pays concernés soient bien pris en compte

Le développement de la culture du palmier à huile pose deux défis. Le premier à l'Afrique et aux Africains, celui de réagir solidairement à la pression des grands groupes qui s'affranchissent des règles sociales et gouvernementales existantes pour mieux rentabiliser leurs investissements. Le second s'adresse à la communauté internationale et porte d'une part sur le modèle de vie général - quelle attention portons nous en tant qu'individu responsable à notre part d'impact personnel sur l'économie du monde ? - et d'autre part sur la priorité à donner à la

(Suite page 12)

Compte-rendu de la rencontre-débat du 12 septembre 2012 autour de l'ouvrage

« Et si l'agriculture sauvait l'Afrique ? »

Jean-Loïc Baudet, président de la CADE, rappelle que le thème de l'agriculture nous est cher et suscite beaucoup de débats. Il observe que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a la double mission du développement agricole et de l'amélioration des politiques alimentaires. Or on voit bien que l'agriculture est sollicitée par d'autres activités que celles pour lesquelles elle est destinée, en particulier la sécurité alimentaire, au grand dam de la classe agricole des pays africains et au grand dam des politiques des pays, comme ceux du Sahel, qui souffrent de malnutrition.

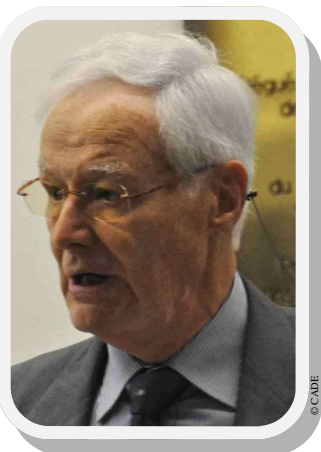
Avec la participation de **Henri Hervé Bichat**, ingénieur général honoraire du génie rural des eaux et des forêts, initiateur et premier Directeur Général du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), **Thierno Iliassa Baldé**, ingénieur agronome, consultant, membre de la commission de travail pour les métiers de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'environnement pour le programme SANKORE¹ et **Michel Levallois**, préfet honoraire, ancien président de l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM), devenu Institut de recherche pour le développement (IRD), fondateur et président d'honneur de la CADE. **Jean Roch**, ancien chercheur en économie rurale à l'IRD, animateur.

J.-L. Baudet se félicite d'accueillir deux personnes éminentes, messieurs Bichat et Baldé et laisse le soin à Michel Levallois de présenter Hervé Bichat.



Michel Levallois :

« Nous nous sommes retrouvés dans l'équipe de responsables d'établissements publics à caractère scientifique et technique (EPST), sous l'autorité d'Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie dans les années quatre-vingts et nous nous réunissions une fois par mois. J'ai eu la chance de travailler avec Hervé, étant à l'époque président



Michel Levallois

de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), et je l'ai connu à la fois comme Directeur Général du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) à la fin de son mandat, ensuite comme Directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), et puis comme Directeur Général de l'Enseignement et de la Recherche au Ministère de l'Agriculture.

Je tenais à vous présenter Hervé, car c'est vraiment un passionné de l'Afrique. Il a commencé sa carrière en Côte d'Ivoire au ministère de l'agriculture, de 1963 à 1972. Rentré en France, il a ensuite occupé les fonctions de Directeur du Centre d'études et d'expérimentation du ma-

chinisme agricole tropical (CEEMAT) et, surtout, il a été pendant trois ans, de 1981 à 1984, directeur scientifique puis administrateur du Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale (GERDAT). Cet organisme allait regrouper tous les instituts de re-

cherche tropicale, spécialisés dans l'huile, le coton, le caoutchouc et autres grands produits. C'est Hervé qui a transformé le GERDAT en ce qu'on a appelé le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), structure puissante à la hauteur des enjeux, dont il a été le fondateur et qu'il a dirigé de 1985 à 1990. Hervé a pris ensuite, de 1992 à 1997, les hautes fonctions de Directeur Général de l'Enseignement et de la Recherche au Ministère de l'Agriculture.

Vous avez une carrière totalement marquée par l'Afrique, mais vous avez su alterner les séjours en Afrique et les responsabilités dans les pays tropicaux et les séjours en métropole.

Je dirai qu'on a affaire à quelqu'un qui a une grande expérience à la fois de spécialiste d'agriculture et en même temps d'homme qui a été capable de penser, de critiquer des politiques agricoles, aussi bien au niveau national qu'au niveau international.

J'ai gardé aussi le souvenir de cette institution qu'Hervé a créée, à savoir la Conférence des responsables de la recherche agronomique africains et français (CORAF), qui a pu donner des impulsions importantes à cette recherche essentielle.

Hervé, c'est un très grand plaisir que de t'accueillir ici. Ton livre « Et si l'agriculture sauvait l'Afrique ? » correspond exactement aux préoccupations qu'a toujours eues la CADE, à savoir que l'Afrique noire n'est pas maudite, qu'elle a des potentialités. En revanche, ce qui ne va pas, c'est l'image que l'on donne souvent de l'Afrique, le regard que l'on porte sur elle. Cet ouvrage très riche correspond aux convictions profondes de la CADE. Un immense merci, Hervé, d'avoir accepté de venir nous parler de ce qui te tient le plus à cœur, l'agriculture en Afrique. »

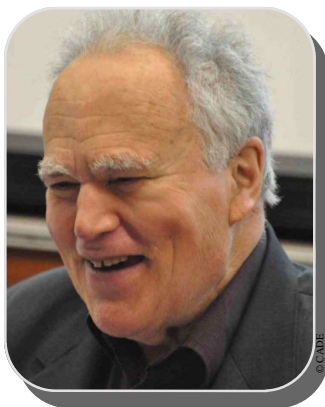
Avant de passer la parole à Hervé Bichat, **Jean Roch** observe l'actualité et la nouveauté du thème débattu aujourd'hui. Actualité au regard de la

flambée des cours des grandes denrées alimentaires et de la difficulté croissante des Africains à se nourrir. Nouveauté, du fait notamment que la

terre est devenue un actif financier apprécié par les spéculateurs et l'agro-industrie. Il annonce enfin le décès de Philippe Couty, chercheur aussi mo-

deste que talentueux, dont les écrits (disponibles sur la base Horizon du site de l'IRD) restent une référence pour les africanistes. ■

Hervé Bichat dit tout le plaisir qu'il a d'être ici et d'y retrouver Michel Levallois, avec lequel il a travaillé au moment de la réforme des institutions de recherche en 1981 sur la recherche tropicale. Il se réjouit de la participation à cette réunion de Thierno Baldé, parce que qu'il est intéressant pour un ancien de passer le relais à la nouvelle génération. Il en vient ensuite aux deux raisons qui l'ont conduit à rédiger son livre.



Hervé Bichat

- Il a voulu rendre hommage à l'une de ses nièces, étudiante en médecine, et à son compagnon, étudiant en agronomie, qui souhaitaient commencer leur vie professionnelle au service de l'Afrique. Ils furent malheureusement fauchés par un autobus en 2009 sur une route du Bénin, où ils effectuaient un stage. Ces circonstances dramatiques l'ont conduit à écrire un premier texte, qui l'a aidé à faire face à ces deuils.

- Par ailleurs, à l'heure de la célébration du cinquantième anniversaire des indépendances africaines, il a constaté que ce qui avait été écrit sur l'agriculture ne correspondait pas tout à fait à ce qu'il avait lui-même observé. Tous les ouvrages relèvent le fait que l'Afrique souffre d'une mauvaise gouvernance et que, selon le point de vue de la Banque mondiale, l'Afrique ressemble à « un géant agricole assoupi ».

Hervé Bichat considère que les agronomes et les paysans africains ont cinq défis à relever et c'est bien pour cela que les choses sont compliquées.

► Le défi agro-écologique

Les sols africains sont des sols de pauvre qualité, ce qui justifie le besoin d'accorder une place privilégiée à la recherche agro-pédologique. Au cours des ères secondaire et tertiaire, l'Afrique n'a pas été touchée par des mouvements tectoniques importants.

Nous avons affaire à un socle ancien, dans un continent qui n'a pas été « rajeuni » depuis des centaines de millions d'années et dont la pluviométrie et la température favorisent le lessivage des sols. Les grands fleuves, y compris le Niger, n'ont pas pu se doter de plaines alluviales fertiles, comme en Asie. Malgré l'exubérance de la végétation tropicale, l'Afrique est dotée de sols pauvres et fragiles. Il y a un million d'années, l'Afrique et l'Amérique du Sud formaient un même continent. C'est pourquoi les écosystèmes d'Afrique de l'Ouest se rapprochent beaucoup de ceux du nord de l'Amérique du Sud - à l'exception du très riche bassin de l'Orénoque - tandis que les écosystèmes situés plus au sud, comme en Angola, se rapprochent des *cerrados*² que l'on trouve en Amazonie.

Les conséquences de ce paysage pédologique sont considérables :

- La faiblesse des productions agricoles a eu un impact démographique, avec de faibles populations, et il n'a pas été possible de dégager des surplus commercialisables suffisamment importants pour servir de support à des civilisations complexes.
- En conséquence, les élites de la région se sont tournées vers la taxation des échanges entre l'Afrique de l'Ouest, le Maghreb et l'Europe. Les princes commerçants qui étaient les chefs de tribus de l'Afrique ont ainsi pu trouver les moyens d'assurer leur domination.

► Le défi sanitaire

L'état sanitaire de l'Afrique noire est plus sévère qu'en Asie et aux Amériques. Ceci vaut aussi bien pour les végétaux que pour les animaux et pour l'homme.

- Les semences importées souffrent en Afrique de maladies inconnues dans leur pays d'origine. Au contraire, les variétés africaines se caractérisent par une bonne résistance aux maladies et sont appréciées par les généticiens.

- Les animaux et les hommes sont victimes de graves maladies, dont la plus connue est la maladie du sommeil (trypanosomiase), mais il y a aussi la bilharziose, l'onchocercose et bien d'autres. Rappelons qu'en 1590 les Marocains prirent Tombouctou avec des troupes montées à cheval, mais qu'ils durent rentrer chez eux à dos de dromadaires ! Pourquoi cette situation est-elle particulière à ce continent, contrairement à ce qui se passe dans les autres zones tropicales, en Asie et en Indonésie ? Il aurait été intéressant de pouvoir questionner Charles Darwin pour savoir si l'évolution en Afrique avait un lien avec sa singulière situation écologique.

Les conséquences d'un sévère état sanitaire sont nombreuses : il limite la population à des effectifs insuffisants, il contrarie les échanges qui ne peuvent qu'être lents et lacunaires, il empêche l'exploitation des zones les plus intéressantes, notamment celles situées en bord de fleuve. Il devient impossible dans ces conditions de voir naître des sociétés socioculturelles bien développées.

► Le défi qu'a apporté l'Europe

La situation au 15^{ème} siècle était bien différente d'un continent à l'autre et la colonisation a provoqué un véritable court-circuit, mais avec des effets différents selon les continents. L'arrivée des Européens dans les Amériques a provoqué un véritable génocide d'origine microbienne. Par contre, leur entrée en Asie n'a pas eu de graves conséquences démographiques, puisque les Européens et les Asiatiques appartenaient au même ensemble sanitaire. Cette Asie avait su se développer à partir des grands fleuves. Toute autre était la situation

en Afrique, où les Européens avaient de faibles chances de survie et succombaient rapidement.

L'impact colonial a créé un choc d'autant plus brutal que cet impact fut multiple : choc technologique provoqué par la mise en contact avec des économies beaucoup plus évoluées et choc psychologique consécutif à la domination des étrangers, agissant dans le cadre d'un espace-temps inconnu de la pensée indigène.

Pour comprendre les difficultés de gouvernance que connaît l'Afrique, il convient de se référer aux diverses expériences qu'elle a vécues et à celles vécues dans les autres régions tropicales. Il est certain que les Africains auraient inventé ce que nous avons inventé, si on leur en avait laissé le temps.

► Le défi démographique

Les Européens sont arrivés avec des outils qui ont profondément changé la situation sociale : la médecine moderne bien évidemment, et aussi l'ouverture d'infrastructures modernes comme les ports ou les routes qui ont favorisé la réorientation et l'extension des échanges économiques.

L'observation de l'évolution démographique mondiale donne la mesure de l'importance des mutations et aide à saisir quelle part occupe l'Afrique dans ce mouvement. En 1500, l'Afrique comptait quelque 85 millions d'habitants et la population mondiale n'atteignait encore que 415 millions de personnes. En 1900, on passe à 122 millions d'Africains sur un total mondial de 1 541 millions et en 1990 à 642 millions d'Africains sur les 5 milliards d'habitants de la planète. Si l'on en croit les spécialistes, la terre comptera 9 milliards d'habitants en 2050, dont 2 milliards d'Africains.

Thierno Iliassa Baldé

D'accord avec les cinq défis dont a parlé Hervé Bichat, l'orateur s'attachera à analyser deux autres défis qui conditionnent le devenir de l'agriculture africaine, à savoir l'aspect géopolitique et le phénomène d'« accaparement des terres ».

Le taux de croissance de la population africaine s'élève actuellement à 2,3 %, quand celui de l'ensemble de la population mondiale n'est que de 1,2 %. Encore faut-il rappeler que le continent pesait 20 % de la population mondiale en 1500, puis était tombé à moins de 10 % à la veille de la seconde guerre mondiale pour remonter ensuite rapidement. A noter aussi que les changements structurels, comme l'urbanisation et la proportion élevée de jeunes dans les effectifs démographiques, modifient l'approche qu'on peut avoir de l'avenir.

Une croissance aussi forte explique une partie des drames qui affligent l'Afrique : guerres civiles, importance des populations réfugiées, émigration sauvage à la recherche d'emplois. Il en résulte une pression sur les écosystèmes, qui conduira à renoncer à l'agriculture itinérante, peu performante et qui dégrade les écosystèmes. L'avenir consiste à engager une révolution agricole qui débouche sur des systèmes d'exploitation intensifs et durables.

► Le défi de la pensée économique

Les idées de l'école de Chicago, devenues dominantes, ont eu un impact décisif sur le développement de l'agriculture africaine à partir de la fin des années 70. Cette école s'est imposée en réaction aux théories professées par le professeur Keynes, qui pensait que les marchés ne s'équilibrent pas automatiquement et qui privilégiait l'approche macro-économique. Milton Friedmann, membre éminent de l'école de Chicago, mettait en cause l'efficacité de l'intervention de l'Etat dans l'économie et était d'avis que le marché est toujours meilleur que l'Etat et qu'il faut donc lui laisser libre cours. Ses idées ont fini par s'imposer à l'échelle mondiale et se

sont concrétisées dans le célèbre « consensus de Washington ».

La Banque mondiale a choisi de subordonner ses prêts à l'adoption de politiques inspirées des principes dudit consensus. Cette nouvelle pratique, euphémiquement qualifiée d'« ajustement structurel », a eu des résultats catastrophiques, pour au moins trois raisons :

- la Banque mondiale s'est orientée sur le financement de projets de plus en plus limités et a démantelé des filières agricoles patiemment mises en place durant des décennies. On a vu une prolifération de projets privés de très court terme, incompatibles avec le temps du développement agricole.
- les paysans ont une vision du temps extrêmement courte, alors que le développement de l'agriculture, qui est une industrie lourde, exige une vision de longue durée. Les politiques de court terme se révèlent incompatibles avec cette exigence.
- les marchés agricoles sont très volatils. Cette caractéristique est liée à la périssabilité des denrées agricoles, mais aussi à l'organisation des marchés et des industries alimentaires, sans oublier les manœuvres des spéculateurs qui déstabilisent les marchés. Il est donc indispensable de réguler les marchés, contrairement aux thèses des partisans d'un laisser-faire sans contrôle.

L'essentiel est de comprendre quelle est la bonne manière de relever les défis de l'agriculture africaine, à savoir que tous les acteurs veuillent bien s'inscrire dans des perspectives de temps et d'espace les plus larges possibles. ▣

- Sur le plan géopolitique : l'Afrique a vécu sous l'influence des deux blocs, le bloc soviétique, partisan des systèmes d'agriculture socialiste, et le monde dominé par les Etats-Unis qui prône le libéralisme économique. Les choix de type occidental avaient notamment trouvé leur domaine d'excellence en Côte d'Ivoire, contrairement à la Guinée

qui avait choisi une voie très différente après sa rupture avec la France.

Sachant que les produits agricoles ne sont pas des produits comme les autres et que les paysans comptent jusqu'à 60 ou 70 % de la population africaine, c'est dire à quel point l'agriculture pèse sur l'économie. Chaque

pays doit mettre en place une politique qui permette de mieux vivre et de combattre la pauvreté, l'un des grands objectifs des Nations Unies. Pour y parvenir, il convient de développer des filières agricoles et alimentaires performantes, en s'efforçant de rattraper les retards techniques en matière de fertilisation ou de recours aux pesticides, comme l'Asie l'a fait.



Thierno Iliassa Baldé

Malheureusement, les politiques agricoles africaines n'ont pas une durée de vie suffisante pour obtenir des résultats, du fait de l'instabilité politique, des coups d'Etat et changements de régimes.

- L'accaparement des terres devient un enjeu majeur pour l'Afrique. La Chine, la Corée du Sud ou les pays arabes ont acheté ou loué de grandes superficies de terres, mais

si elles ont apporté des techniques modernes, les paysans africains n'en bénéficient pas. Il y a parfois la complicité de dirigeants qui cherchent leurs intérêts particuliers au détriment de leur paysannerie. On a vu à Madagascar le coup d'Etat qui a suivi « l'affaire Daewoo », entreprise coréenne en voie d'acquérir des droits fonciers sur 100 000 hectares.

Au contraire de ces expédients, il convient de mettre en place une politique globale, à l'échelle de la nation ou de la région, pour améliorer la production, créer des emplois et mieux

rémunérer le travail des petits paysans. Le défi essentiel est de sortir de la pauvreté, mais les autorités politiques se révèlent impuissantes face aux appétits des pays développés, comme les Etats-Unis. Gavés de subventions, leurs producteurs investissent les marchés africains et déstabilisent les producteurs locaux incapables de soutenir la concurrence. On s'interroge aussi sur la nature des objectifs de la politique agricole commune (PAC) européenne pour savoir s'il n'y a pas complicité avec les responsables africains pour maintenir des pratiques discutables.

Le grand défi du progrès est dans la formation des hommes et l'Afrique souffre d'un sévère déficit de formation. Il y a aussi le besoin d'une recherche agronomique performante, avec la volonté de valoriser toutes les découvertes au bénéfice de nos paysans. ■

LE DEBAT

Un premier intervenant évoque les accords passés à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui favorisent les pays occidentaux. Il y a aussi les achats de terres africaines pour produire des denrées qui seront exportées en Chine ou ailleurs, alors que l'Afrique souffre de la faim. Quant à la PAC européenne, elle accorde d'importantes subventions à ses paysans, ce qui n'est pas le cas en Afrique, dont l'agriculture peu compétitive s'avère incapable d'affronter la concurrence dans une telle situation d'inégalité.

H. Bichat répond que l'OMC pose en effet de véritables problèmes et que l'envoi de produits bon marché déstabilise les systèmes de production locale. Les dirigeants africains se satisfont de pouvoir acheter à bon prix pour nourrir leurs habitants et particulièrement les citoyens, mais il s'agit de politiques à court terme. On va vers des changements structurels, car les politiques agricoles suivies depuis 50 ans sont caduques, sachant que l'évolution des prix est à la hausse, ce qui condamne les pratiques suivies précédemment. S'agissant de l'OMC, il y a des clauses qui existent, mais rien

n'interdit aux pays africains de les amender s'ils le souhaitent et s'ils ont la volonté politique de le faire.

Quant à la politique agricole commune (PAC), mise en place à l'échelle de l'Union européenne, il faut considérer les transformations qui se sont produites en Europe depuis la dernière guerre. La France est devenue une grande puissance agricole, qui exporte plus de 20 % de sa production. Face à ces mutations, l'Afrique a le choix de continuer à exporter ses produits bruts ou de les transformer sur place, pour disposer d'une plus grande autonomie et générer de la valeur ajoutée.

Une militante d'une association, qui travaille à Garoua au Cameroun, évoque un problème tribal, notamment dans l'absence de cohabitation pacifique entre agriculteurs et éleveurs. Elle déplore également les difficultés de gestion de projets conclus au sommet, après des négociations compliquées et sans la participation active des intéressés. Les Africains devraient enfin « se prendre en main » davantage et ne pas tout attendre de l'autre.

H. Bichat répond qu'il est difficile de diriger des pays où les pressions familiales et claniques sont si prégnantes. Il s'agit de transformer les Etats africains en nations, forte de leurs

groupes solidaires. Ils ont besoin de cohésion sociale et d'autorité, comme dans le cas du Mali, où le dioro - le maître des pâturages - savait régler les conflits entre les cultivateurs et les bergers. Cette coutume ne peut plus opérer avec la même efficacité, du fait de la pression sur les sols et de l'abandon des coutumes ancestrales par les jeunes générations.

Il faut restaurer le long terme et se rappeler que les cadres africains font ce qu'ils peuvent dans un contexte très contraignant, sans ignorer qu'il existe ici, comme ailleurs, des dirigeants peu recommandables.

T. I. Baldé relève que la conduite d'une politique agricole ne se réduit pas à se rendre en voiture au village au moment des campagnes agricoles et que de nombreux responsables participent eux-mêmes à la dégradation de leur image. Il existe pourtant des politiques qui marchent, comme au Malawi. La réussite exige que l'on prenne le temps de bien identifier les besoins et de travailler avec les paysans sur le long terme.

S'agissant de l'accaparement des terres et du rôle des Chinois en Afrique, ces derniers cherchent à satisfaire leur besoins en matières premières et viennent se servir, comme les Européens l'avaient fait avant eux.

S'ils rencontraient des interlocuteurs soucieux des intérêts de leurs pays, il deviendrait possible de faire beaucoup, comme la mise en place de centres de recherche et le développement des variétés africaines intéressantes pour améliorer la sécurité alimentaire. Ce qui importe, c'est l'amélioration d'une agriculture vivrière capable de mieux nourrir les gens.

Athanase BOPDA, Professeur à l'Université du Havre, signale l'existence d'un texte intitulé « Quelle politique agricole pour l'Afrique ». Ce document rend compte des points de vue de personnes d'horizons divers et surtout d'africains ayant échangé sur trois points : la politique agricole en Afrique, ce qu'elle devrait être, comment mettre en œuvre une politique qui soit authentique et pertinente ?

Monsieur Berthelot relève que l'OMC laisse des marges de manœuvre qui ne sont pas utilisées. Il y a eu quand même des contacts qui essayaient de défendre les producteurs africains, comme ce fut le cas pour la volaille. Il note ensuite que les orateurs n'ont pas suffisamment parlé des perspectives offertes par la mise en place de PAC régionales. Il se demande enfin ce qu'il en est de l'approvisionnement des villes par les importations ? Quelle est l'influence de la financiarisation croissante des marchés ? Son rôle dans les fluctuations de prix et leur fréquence ? Y a-t-il des progrès dans le dialogue entre les agriculteurs et les autorités et comment le renforcer ?

T. I. Baldé répond qu'il faut une volonté politique commune pour construire une PAC. Chaque Etat doit mettre de côté ses intérêts particuliers. Il faudrait aussi investir dans les infrastructures et limiter les pertes post récolte, sachant que 35% des produits sont perdus après la récolte. On voit bien qu'il serait possible de dégager des gains de productivité considérables. La difficulté est que les pays africains n'ont ni les mêmes ressources, ni les mêmes priorités. Ainsi, le Nigeria, riche de son pétrole, a délaissé son agriculture. Nos politiciens se limitent à l'affichage, à diffuser des émissions qui se félicitent des bons résultats de campagne ou à effectuer des tournées officielles dans les villages.

H. Bichat déplore quant à lui la mauvaise qualité des statistiques africaines, sur lesquelles s'appuient la Banque mondiale et d'autres pour construire des modèles de mauvaise qualité et donc inopérants. Heureusement, un grand changement très porteur d'espoir est en train de naître avec la montée en puissance des organisations agricoles africaines.

Le professeur Philippe Hugon conçoit que la question des importations à bon marché est un réel problème. Il faut considérer que les villes disposent de revenus monétaires, certes insuffisants, mais qui restent supérieurs à ceux des ruraux. L'urbanisation a fait apparaître un ensemble de filières de transformation impossibles à développer auparavant. Il existe donc des dynamiques agro-alimentaires nouvelles à exploiter pour nourrir des villes de plus d'un million d'habitants, situation qui n'a rien à voir avec les modes traditionnels d'approvisionnement des petites cités.

S'agissant des rachats de terres, il y a eu beaucoup d'effets d'annonces, mais encore peu de réalisations. De plus, même s'il importe de bien peser les risques encourus, qui empêche que l'investisseur apporte son savoir-faire, de la formation, des aménagements (hydrauliques et autres), et organise de la sous-traitance qui profite aux populations locales ? Il est possible d'aboutir à une complémentarité au bénéfice de chacun. Le point essentiel est celui du rapport de forces entre les parties et il s'agit bien d'abord d'un problème politique.

A un participant qui s'étonne qu'Hervé Bichat ait oublié de parler de René Dumont, celui-ci répond qu'il l'a fait dans son livre « Et si l'agriculture sauvait l'Afrique ? ». Il rappelle les relations qu'il a entretenues avec Dumont, d'abord comme l'un de ses élèves, puis en tant qu'interlocuteur quand il travaillait en Côte d'Ivoire. Le livre de Dumont est un maître livre, qui fait la synthèse des connaissances acquises dans les années 60. Certaines de ses hypothèses se sont révélées justes, alors que d'autres étaient plus hasardeuses. Il a attiré l'attention sur les difficultés engendrées par une croissance démographique trop forte et prôné la création

d'une organisation unique en Afrique qui fédère les dynamiques. Par contre, il n'a pas compris qu'on ne pouvait pas transférer brutalement des techniques qui ont fait leur preuve dans des contextes trop différents de ceux de l'Afrique. Ainsi, les paysans ivoiriens ont compris l'intérêt des techniques vulgarisées chez eux par des Chinois, mais ils n'y trouvaient pas leur intérêt, alors qu'ils pouvaient vivre convenablement avec deux heures de travail quotidien. Préférer 2 heures de travail à 13 heures de labeur est une preuve de l'intelligence paysanne. Le changement technique dépend de l'histoire et des différentes conditions de vie rencontrées.

Quelqu'un insiste sur l'importance de la maîtrise de l'eau.

H. Bichat rétorque que les responsables ne se rendent pas compte que l'eau existe, mais qu'elle est en quantité limitée, d'où l'importance à accorder aux techniques d'économie de l'eau.

Un responsable de petits projets regrette que l'on se focalise trop sur les perspectives de grand marché, destiné à l'agro-alimentaire international, alors qu'il convient de rester le plus proche possible du terrain. Il cite ses réalisations en matière de production de haricots verts, en collaboration avec les coopératives rurales. Il s'agit de commencer à s'occuper de la malnutrition et de la sécurité alimentaire, qui reste la tâche prioritaire.

Georges Courade retrouve chez Hervé Bichat le pessimisme du géographe Gourou sur les sols africains réputés infertiles et sur les contraintes sanitaires. Il avait ensuite évolué par rapport à ces positions des années 45 en parlant en 1982 des terres africaines comme des « terres de bonne espérance ». Il en vient ensuite aux choix qu'il faudra adopter : veut-on aller vers une agriculture industrielle ou vers une agriculture familiale améliorée ? Il rappelle les réussites du CIRAD qui a su promouvoir la culture attelée dont bénéficient des millions de paysans. Il faudra occuper dans le futur proche quelque 25 millions de jeunes en 2020 et c'est dans l'agriculture qu'ils trouveront la plupart des opportunités d'emploi. On oublie aussi que l'agriculture urbaine occupe des millions de personnes, comme il

est facile de l'observer dans les grandes agglomérations, comme Lagos ou Kinshasa.

T. I. Baldé est d'accord qu'il faut donner la priorité à l'agriculture familiale, qui offre les meilleures perspectives d'emploi. Encore faut-il que les agriculteurs y trouvent leur compte. Le rôle des politiques est de mettre en place le cadre et les instruments qui permettent que les paysans trouvent suffisamment de revenus dans l'exercice de cette activité.

Un urbaniste évoque le dualisme des systèmes de production, avec les cultures de rente d'une part et les cultures vivrières de l'autre. Cette situation, rendue nécessaire par le besoin des jeunes Etats de disposer de revenus monétaires suffisants, a persisté, ce qui a conduit à de graves difficultés. Les populations urbaines ont augmenté, mais il n'y a toujours pas d'organisation des marchés. Il convien-

drait de mener un développement coordonné de l'espace rural et des villes, pour qu'il y ait synergie entre les deux mondes.

T. I. Baldé rappelle que le développement des cultures d'exportation est une politique coloniale que les Etats indépendants ont poursuivi. Maintenant, la question relève de la souveraineté de chacun des Etats qui doit définir ses priorités et apprécier ce qu'il est opportun de faire.

Une étudiante d'une grande école de commerce observe que l'Afrique manque de cadres et que l'environnement se dégrade. Elle estime qu'il y a place pour les entreprises agro-alimentaires, de plus en plus nombreuses à intervenir, et qu'elles peuvent participer utilement au montage de filières modernes. Elle aimerait connaître l'opinion des intervenants sur les rapports entre le secteur public et le privé. Ont-ils aussi observé

une restauration des projets transafricains et transfrontaliers, que certaines associations s'efforcent de promouvoir ?

S'agissant des relations entre le public et le privé, T. I. Baldé répond qu'il faut toujours garder à l'esprit que les entreprises ne sont pas philanthropiques et qu'elles développent des variétés semencières qu'elles vont breveter et se réserver exclusivement. Il est donc nécessaire d'équilibrer les choses et de soutenir activement ce qui relève du vivrier et de l'agriculture familiale.

H. Bichat rappelle que l'agriculture familiale doit être organisée et que son soutien engage l'Etat sur le long terme. Souvenons-nous des errements de la Banque mondiale dont la politique d'ajustement structurel a brutalement détruit des filières agricoles patiemment construites.■

Jean ROCH

¹ Sankoré est un programme gouvernemental français, dédié au développement de l'éducation numérique libre et gratuite pour tous et en particulier pour l'Afrique.

² Le terme « cerrado » signifie fermé ou clos et s'applique à la végétation dense, difficile à parcourir.

La guerre imposée au pays de la charte du Mandé *Le maillon faible de la zone sahélienne*

Maliens abasourdis, pétrifiés, inertes ? Comprenez qui pourra, la population malienne écoute un ORTM¹ où les journalistes parlent sous le contrôle des nouvelles autorités.

La conquête des deux tiers du territoire en quelques jours ! C'est comme si le ciel leur tombait sur la tête avec cette agression guerrière qui s'apparente à une forme de recolonisation déguisée, c'est-à-dire la confiscation d'un territoire et de ses ressources au profit d'un petit nombre d'individus belliqueux. Nous sommes loin du cliché à la « Joseph Peyré » des mystérieux hommes bleus parcourant le désert en faisant paître leurs troupeaux au gré de pâtures sauvages.

Sur ces terres de savane d'Afrique qu'est le Mali, l'expression populaire affirme que le chiffre symbole de la femme est 4, celui de l'homme est 3. Ainsi un homme agressé



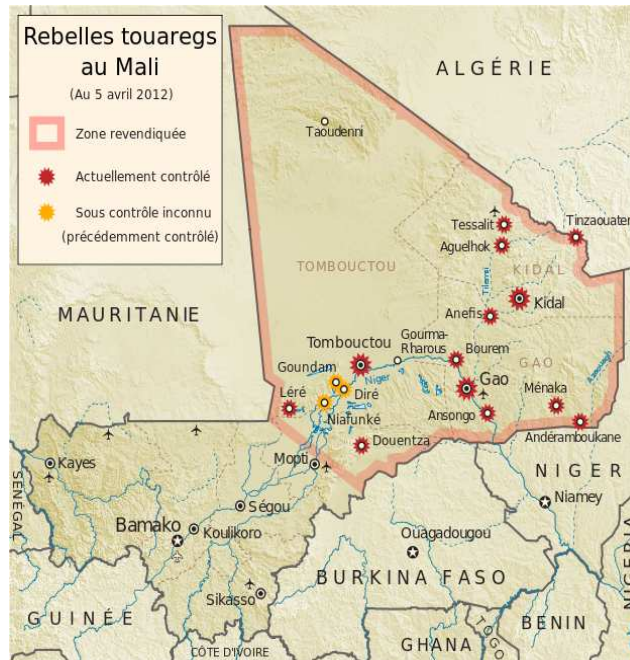
Tombouctou, cité des 333 Saints - avril 2012 - au fond un blindé du MNLA
© Association Drapeau Blanc

peut pardonner jusqu'à trois. Au-delà, il se doit de réagir. Sans justifier aucunement les tergiversations opportunistes de certains militaires et politiques qui tels des vautours valent au-dessus du Mali dont ils guettent l'agonie, nous devons rappeler les traditions de tolérance pratiquées dans ce Sahel convoité aujourd'hui. Les différentes populations ont intégré le christianisme, l'Islam sans pour autant

abandonner leurs coutumes. Les conflits se règlent par le sanakouya², les messagers traditionnels tels les griots ou par diverses tractations et négociations.

Pour des personnes extérieures il faut voir, comprendre et entendre la population avant de prendre position. Que s'est-il passé ? À partir d'une apparence de vérités telles des velléités d'une libération nationale revendiquée par certains Touareg contre un Etat supposé oppressif, et qui

finalement, au regard de la réalité du terrain, sont des contre-vérités trop vite relayées par les médias, le but est de couvrir des agissements criminels : pillages, viols, tortures, meurtres, sans compter la paralysie totale de la vie sociale et économique avec pour conséquences malnutrition, carence éducative, manque de soins, destructions fanatiques, faillite du pays, etc... La complexité inédite des événements survenus au Mali depuis le 17 janvier 2012 est un enchevêtrement de décisions contradictoires aboutissant finalement à admettre la nécessité d'une aide extérieure.



Carte de la rébellion touareg au Azawad, au nord de Mali indiquant les attaques des rebelles au 5 avril 2012.

© Orionist/Evzob/WhisperToMe

Les revendications touareg plus ou moins vives selon les périodes coloniales ou post-coloniales ont pris plusieurs fois la forme de rébellions (cf. différents accords³). Le conflit né le 17 janvier 2012 a changé d'échelle : la fin de la guerre en Libye a permis aux Touareg vivant dans ce pays de rejoindre le Mali avec d'importants stocks d'armes modernes. Ansar Dine, Mujao, AQMI, mouvements extrémistes islamistes se sont alliés aux Touareg. La plupart de leurs combattants, soutenus par le Qatar et l'Arabie Saoudite, proviennent de pays étrangers (Pakistan, Afghanistan, Algérie, Égypte, etc...). Paradoxalement, ces deux pays sont aussi de véritables fers de lance modernes des pays occidentaux qui, eux, fuient la guerre frontale. Le projet islamiste est l'institution de la Charia dans cette région. Précisément cette dernière rébellion touareg est venue à point nommé dans un contexte de crise qui attise toutes les convoitises. Elle est donc instrumentalisée pour d'évidentes questions de géostratégie illustrée par la guerre de Libye.

Le putsch du 22 mars 2012 a précipité la conquête fulgurante des trois principales villes Kidal, Gao et Tombouctou.

Plusieurs raisons sont à l'origine du calvaire que vivent aujourd'hui les populations du septentrion malien :

1. Dans la zone touareg - Algérie, Mauritanie, Libye, Burkina, Niger... - le Mali, qui officiellement compte 400 000 nationaux parmi les 1 700 000 Touareg du Sahel, est le maillon faible de par son extrême pauvreté aggravée par certaines maladresses du président Amadou Toumani Touré dit ATT. En effet, étranglé depuis les années 80 par les politiques d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale et qui ont spolié paysans, ouvriers et villageois, le Mali d'aujourd'hui est devenu une coquille vide de par la guerre et la partition dans le Nord.
2. Le pays est pris en étau par l'instrumentalisation du problème touareg récurrent à l'ensemble du Sahel.

3. Le positionnement des pays voisins, l'instabilité de la classe politique, la vacance du pouvoir légitime et l'impuissance de l'armée. La déroute de l'armée malienne sous-équipée, la dispersion des armes provenant de Libye, le développement du commerce de l'armement du nord du Mali ont facilité la prise des villes du nord du Mali, Kidal, Gao et Tombouctou, par le MNLA et ses alliés d'alors : les groupes islamistes radicaux Ansar Dine, MUJAO, AQMI...

4. Le Mali et ses Touareg constituent ainsi un théâtre où se jouent des intérêts géostratégiques basés sur un riche potentiel minier et climatique (énergie solaire). L'accès à la base militaire de Tessalet demandé par la France ou les

Etats-Unis, les récentes découvertes provoquent de fait une compétition entre pays riches et pays émergents tels la Chine ou l'Inde.

5. La maîtrise des frontières, la question des otages, le refus de l'ATT de ratifier les accords de réadmission des migrants...

Toutes ces raisons qui semblaient primer sur la lutte contre les narcotrafiquants ou l'islamisation radicale de la région ont conduit certains Occidentaux à s'associer avec quelques Touareg racistes et esclavagistes (envers les Négro-Africains) pour revendiquer un Azawad qui n'existe que dans leurs rêves. Ce soutien irréflecté de l'Occident au mépris des populations locales nous conduit aujourd'hui à un désastre humanitaire sans précédent et à la déstabilisation d'une grande partie de l'Afrique.

Les Maliens s'en étonnent et sont sidérés de voir de telles attitudes de la part de pays qui clament haut et fort leur attachement aux droits humains. Gageons qu'avec le changement de gouvernement en France, l'honneur du pays des droits de l'Homme sera rétabli et que nous trouverons d'autres voies et moyens pour résoudre nos problèmes économiques.

Pour l'historique, il faut savoir que les Touareg qui ont pris les armes sous l'appellation de MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad) ne représentent qu'une faible minorité (environ 2 à 3 %) de la frange touareg, qui elle-même est de 2,4 % de la population totale de cette région qui coexiste pacifiquement avec les Sonhaïs, les Peulhs, les Dogons, etc... La mixité des populations rend difficile un compte précis et par ailleurs, au gré de leurs déplacements les mêmes individus touareg peuvent avoir quatre ou cinq nationalités. Malgré les pratiques coutumières de razzias et de rébellions des Touareg dans les pays de la sous-région sahélienne, le brassage des populations jusqu'à présent était une des spécificités du Mali et

en faisait la fierté. Ces derniers temps face aux soulèvements et pour apaiser le climat social, les autorités maliennes avaient favorisé les Touareg au détriment parfois du reste de la population. Ils bénéficiaient d'une position dans la vie politique sans commune mesure avec leur importance démographique (0,92 % de la population du Mali...en 2009). Des cadres touareg géraient et contrôlaient les crédits accordés pour le développement de la région par ailleurs démilitarisée.

Le but poursuivi par les islamistes est très différent de celui des rebelles touareg : alors que ceux-ci revendiquent une partition du Mali pour établir un Etat touareg comprenant les deux tiers du pays, les islamistes la refusent; leur but est d'imposer la Charia, si besoin est par la force, dans l'ensemble du territoire malien et transformer ce pays en Etat islamique. Les forces en présence sont très inégales, il y a des rivalités internes. Les véritables maîtres du nord du Mali sont les seuls islamistes.

La situation est confuse depuis le putsch militaire du 22 mars contre le gouvernement malien.

Les conséquences de ce putsch sont :

- une carence du pouvoir légitime, le nouveau gouvernement prenant toutes ses décisions en en référant aux militaires,
- une carence militaire dont on attendait vainement le redéploiement au Nord pour le libérer des troupes d'occupation,

et par ailleurs :

- les tergiversations motivées par des ambitions politiques contribuent grandement au chaos,
- des sanctions imposées par la CEDEAO et l'U.A. pour accélérer le retour à la démocratie parlementaire dans ce contexte ont créé la méfiance,
- une proposition d'aide militaire internationale (CEDEAO, ONU) est catégoriquement rejetée par les artisans du putsch,
- l'inaction de l'armée et l'inertie des autorités ont fait naître des mouvements de résistance populaire armée face à l'ennemi.

Aujourd'hui, les maîtres sont les islamistes radicaux qui utilisent les femmes comme butin de guerre. Le paradoxe de cette guerre soi-disant pour la Charia trouble les musulmans d'Afrique noire. Depuis une trentaine d'années, l'Afrique subsaharienne est l'objet d'un expansionnisme musulman dû à un appauvrissement constant. Les dirigeants et les citoyens tombent facilement dans le mirage des pétrodollars. Adopter la foi revient aussi à l'adoption d'us et coutumes qui n'ont aucun fondement dans l'Islam. La diaspora confrontée à une montée de xénophobie en Europe n'échappe pas à cette confusion. L'Africain noir trouvait son équilibre dans le syncrétisme qu'il a su faire avec l'apport de l'étranger occidental ou islamique. Vouloir imposer la Charia ramène des siècles en arrière et ouvre une voie de réflexion pour l'Islam noir avec ses spécificités. La Charia elle-même résulte d'une compilation d'interprétations tendancieuses postérieures à l'ère du Prophète.

Enfin, la présence de nombreux étrangers parmi les combattants comme des Pakistanais, des Afghans, des Egyptiens, des Algériens, des Libyens atteste du dépassement de la question touareg. Malgré leurs divergences, les Touareg et factions islamistes maintiennent le statu quo dans le nord du pays. Va-t-on assister en plein 21^e siècle au nez et à la barbe du monde au retour des colonies et des caravanes de l'esclavage, sous couvert d'aspiration à l'indépendance ?

Il y a lieu d'observer et de s'interroger lucidement sur une implication indirecte de la France dans le conflit du moins à son origine. Pourquoi nos chaînes nationales ont-elles attendu plus de deux mois avant d'évoquer le conflit, pourquoi la France, acteur majeur de la guerre de Lybie n'a-t-elle rien fait ensuite pour mettre à l'abri les stocks d'armes ? Pourquoi les satellites d'observation français sont-ils tombés en « panne » au moment même où d'importants convois d'armements quittaient la Libye en direction du Mali ?

Enfin pourquoi les rebelles touareg regroupés au sein du MNLA sont-ils reçus avec tant d'égards par les autorités ? Pour éviter une déstabilisation dangereuse de la sous-région, dommageable pour tous, une action conjointe du Mali, de la France et de l'Union européenne à l'ONU serait-elle bienvenue pour assurer et garantir l'intégrité et la souveraineté du pays ?

Sans rejeter l'aide de la communauté internationale, beaucoup de Maliens, militaires ou civils, restent sceptiques quant aux conséquences d'une intervention internationale.

On ne peut donc terminer cet article sans relater leurs appréhensions à cet égard :

Pourquoi notamment les militaires se méfient-ils de l'arrivée de la CEDAO sur le sol malien ?

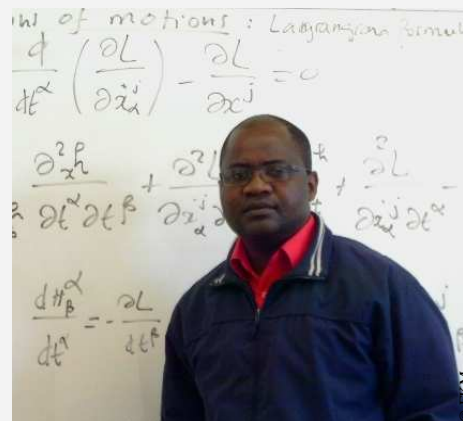
- L'arrivée des troupes de la CEDEAO au Mali enlèverait toute chance au capitaine Sanogo et à ses hommes de garder le contrôle des opérations militaires alors que leur but est, au contraire, de diriger la guerre et de réduire la CEDEAO à un soutien logistique et aérien.
- Ces troupes qui seraient probablement dirigées par un général nigérian ou tchadien, financées par les puissances occidentales, ne traiteront qu'avec des officiers maliens hautement qualifiés (colonels et généraux ayant gagné leurs galons sous Alpha ou ATT) et que le capitaine Sanogo a en sainte horreur.
- La transmission de la réalité du pouvoir à un président civil, qui reste un simulacre aujourd'hui, pourrait bien être une réalité si les troupes de la CEDEAO gagnaient la guerre. Les chefs d'Etat de la CEDEAO et leurs soutiens de l'ONU et de l'Occident pourraient au mieux obliger le capitaine et ses hommes à rentrer dans les casernes pour ne plus en sortir.

Tout en souhaitant une fin rapide du conflit dans le septentrion malien, les forces politiques craignent une perte de souveraineté si des forces étrangères se déployaient dans le pays. Une victoire militaire de la CEDEAO au Nord donnerait l'occasion à ses chefs d'Etat d'imposer au Mali un schéma de règlement politique qui pourrait aller jusqu'au

(Suite page 12)

Les mathématiques en RDC ou la chronique d'une mort annoncée faute de moyens

« L'Afrique recèle un très fort potentiel en mathématiques, mais il est temps d'agir », déclarait en septembre 2010¹ le mathématicien français Cédric Villani, quelques semaines après avoir reçu la médaille Fields, la plus haute distinction internationale dans cette discipline. Ce potentiel, Franck Kalala Mutombo, mathématicien originaire de la République Démocratique du Congo (RDC), en est un bel exemple. Après des études supérieures, commencées dans son pays, puis poursuivies en Afrique du Sud, au sein du très réputé African Institute for Mathematical Sciences (AIMS), et en France, à l'Université Paris-Sud à Orsay, il a soutenu récemment sa thèse de mathématiques à l'Université de Strathclyde, en Ecosse, avant de regagner son pays dans l'attente de signer un contrat d'études post-doctorales, en France ou ailleurs. L'occasion pour lui de dresser un bilan, le bilan d'un parcours universitaire semé d'embûches, et de porter un regard sans concession sur l'état de son pays en matière d'enseignement des sciences.



Franck Kalala Mutombo

« Je souffre trop ici. C'est comme un lien qui est coupé », lâche-t-il d'emblée avant d'ajouter : « croyez-moi, il faut être robuste pour tenir le coup après avoir passé une période si longue au Nord » ? N'allez pas croire pour autant que Franck Kalala Mutombo cherche à se faire plaindre. Il connaît assez bien son pays pour savoir que des gens qui souffrent, la République Démocratique du Congo n'en manque pas. Une situation d'autant plus surprenante que le sous-sol de ce pays regorge de richesses naturelles, à tel point que certains l'ont qualifié d'anomalie géologique. N'est-ce pas là l'un des grands paradoxes du continent africain dont l'explication réside principalement dans le mode de gouvernance scandaleux de certains pays d'Afrique noire ? Dans ce contexte de misère endémique, ce mathématicien tout juste revenu au pays, après cinq années passées à l'étranger, comprend évidemment fort bien que sa souffrance « intellectuelle » puisse en surprendre plus d'un. Après tout, elle n'est en effet qu'intellectuelle et, sans doute, moins insupportable que la souffrance physique vécue au quotidien par une grande majorité des habitants de la République Démocratique du Congo.

► De l'enfer au paradis

Mais pour bien comprendre ce que vit moralement ce chercheur depuis qu'il a regagné son pays cet été, suite à l'expiration de son visa d'étudiant en Grande-Bretagne, il faut revenir quelques années en arrière, au milieu des années 1990, quand Franck Kalala Mutombo n'était encore qu'un bachelier qui rêvait de devenir mathématicien. Or alors qu'il aurait dû entrer à l'Université de Lubumbashi pour entamer ses études, les soubresauts d'une guerre civile effroyable et les tensions provoquées par le génocide rwandais vont le conduire avec sa famille à Bukavu, dans l'est du pays, où il va devoir ronger son frein pendant de longs mois, le pays étant alors coupé en deux. « Mon père me demandait d'être patient et souhaitait que je fasse des études de médecine », se rappelle-t-il. Las d'attendre, il finit par entamer des études médicales, « une discipline passionnante », qui permet à Franck d'approcher des malades et d'affronter leur souffrance. Mais bientôt sa mère

lui demande de retrouver un grand frère disparu au Rwanda. Ne l'ayant pas trouvé, il décide alors de prendre la direction du Sud. La passion pour les mathématiques est décidément trop forte. On est alors en 1999 et Franck s'inscrit à l'Université de Lubumbashi afin d'entamer, enfin, un cursus de mathématiques qui va le mener jusqu'à la licence.

Excellent étudiant, en 2006 il réussit à intégrer AIMS, l'African Institute for Mathematical Sciences, situé à Muizenberg, près du Cap en Afrique du Sud². Cet institut d'enseignement supérieur indépendant a été fondé trois ans auparavant par Neil Turok, un cosmologiste sud-africain. Financé par le gouvernement sud-africain et de nombreuses entreprises privées, il bénéficie du parrainage de plusieurs universités dont celles de Cambridge, Oxford et Paris-Sud Orsay. On y dispense une formation scientifique prédoctorale de haut niveau à des étudiants sélectionnés sur l'ensemble du continent africain et totalement pris en charge pour toute la durée du cursus. Pour le mathématicien naissant et passionné qu'est Frank Kalala Mutombo, AIMS est un véritable paradis. « Pour moi, AIMS fut un tremplin qui m'a propulsé en quelque sorte dans un autre univers », s'exclame-t-il. Imaginez ! Des cours dispensés par des professeurs venant du monde entier. Des professeurs vivant dans les mêmes locaux que les étudiants, partageant leurs repas, échangeant en permanence, « tout cela dans une ambiance où l'esprit de concurrence est plus ou moins banni au profit d'un esprit d'équipe », se souvient le mathématicien congolais. Une atmosphère aux antipodes de celle qui règne à l'Université de Paris-Sud Orsay qu'il intègre à sa sortie d'AIMS, dans le cadre d'une bourse octroyée par la France, pour y faire son Master 2. « Il y a comme un gap à franchir quand on arrive dans une telle université, ce qui implique de travailler deux fois plus », souligne-t-il.

Qui plus est, dès son arrivée, Franck Kalala Mutombo a été prévenu : pas question de faire une thèse dans cette même université, ce qu'il regrette, Orsay restant un des hauts lieux de l'enseignement et de la recherche en mathéma-

tiques dans le monde. Il faut en effet bénéficier d'une bourse du gouvernement français et être âgé d'environ 25 ou 26 ans. Or vu le parcours très difficile qu'a connu Franck depuis l'obtention de son baccalauréat, un parcours que beaucoup d'étudiants français n'imaginent pas, même dans leurs pires cauchemars, il a déjà dépassé l'âge fatidique. Aussi doit-il déjà penser à trouver un autre lieu d'accueil pour espérer faire une thèse, sésame indispensable pour prétendre mener une carrière de chercheur. Finalement, ce sera la Grande-Bretagne qui lui offre une bourse d'étude, et plus particulièrement l'Ecosse, qui va lui ouvrir les portes de l'Université de Strathclyde, « où le seul critère d'admissibilité est la capacité de l'étudiant à faire de la recherche », précise-t-il, non sans une pointe d'humour.

Si à l'Université d'Orsay, ce jeune mathématicien avait fait de l'analyse numérique, à l'Université de Strathclyde, il a travaillé essentiellement sur des modèles mathématiques qu'il a programmés ensuite sur ordinateur. « *Ma thèse portait sur ce qu'on appelle aujourd'hui les réseaux complexes. Un réseau complexe est un ensemble de nœuds qui sont connectés entre eux* », explique-t-il. Pour Franck, il s'agissait d'observer comment l'information est diffusée au sein d'un réseau de ce type, sachant que cette information, cela peut être une rumeur mais aussi une maladie ou une épidémie. « *Dans un réseau complexe, deux nœuds peuvent ne pas être connectés, mais néanmoins interagir du fait des interactions physiques avec d'autres nœuds* », ajoute-t-il. Il s'est donc intéressé aux interactions à longue portée dans un réseau complexe, interactions qui ne nécessitent pas un lien physique, à l'exemple du champ de gravitation dans l'univers. Ainsi, en pratique, il a été amené à étudier comment un rhume peut se transmettre au moyen d'une interaction à longue portée au sein d'une population spécifique afin de comprendre l'épidémiologie d'une maladie dans un réseau complexe. Un travail qu'il pourrait être amené à poursuivre sur une autre maladie au cours des prochains mois, dans le cadre d'études post-doctorales. Rien n'est encore signé, mais si cela se confirme, il pourrait revenir en France très rapidement et y séjourner les deux prochaines années.

► La peur de s'éteindre

En attendant, ce mathématicien a retrouvé son pays dont il n'avait pas foulé le sol depuis cinq ans. Un pays qu'il aime profondément et au développement duquel il voudrait participer en mettant ses connaissances à disposition de l'enseignement et de la recherche, en particulier au sein du département de mathématiques de l'Université de Lubumbashi. « *Il est important d'aller au Nord afin d'enrichir ses connaissances. Mais il l'est tout autant de revenir ensuite au pays pour en faire profiter les nouvelles générations qui ont l'envie d'apprendre* », affirme-t-il. Mais pour que les cerveaux africains ne finissent pas par quitter définitivement le continent, « *il faut leur donner les moyens de travailler à leur retour* », estime-t-il. Or depuis son retour au pays, Franck Kalala Mutombo observe avec tristesse et angoisse que la situation n'a pas véritablement évolué. Elle aurait même tendance à empirer dans certains domaines. Dans son département de mathématiques, où il occupe actuellement un poste d'assistant junior, en attendant d'être nommé professeur assistant, le matériel informatique a vieilli. Quant aux logiciels, ils sont trop peu nombreux ou

inexistants et, là encore, souvent obsolètes. Pire encore, ce chercheur ne dispose même pas d'un bureau où travailler. Dans ces conditions, comment réussir à pratiquer efficacement une discipline aussi difficile et ardue que les mathématiques ? Cela relève aussi de la volonté et de la compétence de la classe politique dirigeante. Comment ne pas être découragé, voire révolté, devant l'absence de prise de conscience de la situation et d'investissement dans la recherche, alors que le pillage et la mauvaise gestion des ressources naturelles du pays se poursuivent ?

« *J'ai froid dans l'âme tant est grande la peur de m'éteindre* », lâche, inquiet, ce mathématicien qui, certes, connaissait déjà la situation de son pays, mais la prend d'autant plus comme une méchante claque en pleine figure, qu'il revient de cinq années d'études au cours desquelles il a pu travailler dans les meilleures conditions et disposer des moyens nécessaires au développement de ses travaux. Preuve que le problème central auquel est confrontée l'immense majorité, pour ne pas dire la quasi-totalité, des chercheurs du continent africain, c'est l'absence de moyens. Comment voulez-vous qu'un chercheur puisse travailler sérieusement s'il n'a pas un minimum d'outils à sa disposition ? Car pour faire de la recherche, un chercheur en mathématiques comme Franck Kalala Mutombo doit nécessairement pouvoir communiquer avec ses collègues dans le monde entier et avoir accès à leurs publications. C'est un minimum ! Or pour beaucoup de ces chercheurs, cela relève tout simplement du défi. Et quand les coupures quotidiennes d'électricité s'en mêlent, inutile d'insister. Le meilleur des chercheurs ne peut alors que se désoler de son extrême fragilité matérielle et constater avec une certaine inquiétude que la distance qui le sépare du peloton de ses collègues occidentaux, encore inexistante alors qu'il venait de rentrer dans son pays, après une thèse et un post-doc, ne cesse de croître.

Difficile dans ces conditions de ne pas connaître le stress et de finir par ne plus rien produire sur le plan scientifique, d'autant plus que faute de pouvoir publier lui-même dans des revues scientifiques internationales et d'assister à des congrès à l'étranger, un chercheur s'appauvrit très rapidement. « *Nous, chercheurs africains, sommes comme les nœuds de ces réseaux complexes, mais nous n'interagissons pas assez entre nous. Nous sommes non seulement trop isolés sur le continent, mais aussi trop éparpillés à travers le monde* », constate-t-il. D'où, en effet, le risque de s'éteindre, ce qui serait le comble puisqu'il existe un fort potentiel en mathématiques au sein de l'Afrique. Alors messieurs les décideurs politiques, ne serait-il pas temps de redevenir sérieux en investissant massivement dans la recherche et en tournant le dos aux marchands d'armes ? ■

Jean-François Desessard,
journaliste scientifique

¹ Voir Lettre de la CADE - N° 133, page 8 - Septembre 2010

² Voir Lettre de la CADE - N° 133, pages 6-7 - Septembre 2010

Contact : Franck Kalala Mutombo
Courriel : franckkalala@yahoo.fr
ou franckkalala@gmail.com

(Suite de la page 1)

sécurité alimentaire par rapport à la production d'agrocarburants.

Le problème prend une telle ampleur qu'il est devenu nécessaire et urgent de définir au niveau international entre toutes les parties prenantes un code de conduite consensuel et de mettre en place, comme il a été fait dans le domaine du commerce avec l'OMC, un dispositif qui en assure la juste application.

Quoiqu'il en soit de l'appel de Greenpeace à suspendre les projets agroindustriels de plantation de palmiers à huile dans l'attente de cette moralisation du secteur, il importe que les règles garantissant cet intérêt commun soient renforcées et mises en œuvre dans la plus grande transparence. ■

La CADE

(Suite de la page 9)

fédéralisme. On croit savoir que le MNLA (mouvement séparatiste) a été créé de toutes pièces par Paris et équipé par la Mauritanie pour lutter contre AQMI moyennant la promesse d'une large autonomie du Nord-Mali. On croit savoir également que c'est avec la bénédiction française que Blaise Compaoré a sauvé de la mort le chef du MNLA, Bilal Ag Chérif dans le but de l'imposer, le moment venu, comme interlocuteur du gouvernement malien. Ce que craignent également les Maliens, ce sont ces connexions entre la France, le Burkina Faso, la Mauritanie et le MNLA qui pourraient, après la victoire militaire, amener la CEDEAO à imposer au Mali un accord qui, au lieu d'éteindre pour de bon la rébellion, ne ferait que l'étouffer pour un court laps de temps.

C'est pour tous ces périls annoncés que civils et militaires maliens penchent plus pour une aide logistique que pour l'envoi d'hommes sur le terrain.

Doit-on pour autant refuser le déploiement des forces d'interposition ? Gageons qu'au regard du droit international et des responsabilités indirectes au travers de l'intervention en Libye, elles seront adéquates.

Avec les multinationales, constamment à l'affût de nouvelles sources de profit et dans un contexte de crise mondiale où il y a nécessité de trouver d'autres sources d'énergie et de matières premières, espérons que l'intelligence rassemblée des Etats pourra dépasser la barbarie. ■

Niamoye Diarra-Corman

¹. ORTM : office de radio télévision du Mali

². Sanakouya : conventions de plaisanteries entre patronymes, « parents à plaisanterie ».

³. Depuis 1962 jusqu'à 2006, différents accords, dont le dernier « accord d'Alger » ont géré les conflits.

NDLR : Certains propos contenus dans ce texte n'engagent que son auteur.



Agenda de la Cade

Rencontres-débats à l'ENA

de 18 h à 20 h



- Mercredi » 10 octobre 2012 : « Les femmes africaines relèvent le défi de nourrir la famille », 4ème rencontre –débat du Cycle I « Femmes, genre, famille et lien sociale. Représentations et réalité », avec Annie Janicot, directrice de l'agence Image au féminin (Côte d'Ivoire), productrice-réalisatrice de documentaires et consultante société civile en Afrique (femmes). **Réalisatrice du film « Femmes rurales du mali : de la sécurité à la souveraineté alimentaire »**, Suzanne Bellnoun, présidente de l'association CLAE – Club des africaines – Entrepreneur d'Europe. Animation : **Claudie Lasserre-Rasoazanamanana**.
- Mercredi 7 novembre 2012 : Cycle II « Production du savoir et du savoir-faire »
- Mercredi 12 décembre 2012 : Cycle III. « Valoriser et transformer les potentiels de l'Afrique en richesses réelles »

Inscription conseillée à travers le formulaire d'inscription du site de la CADE : <http://www.afrique-demain.org>

Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE)

Association Loi 1901

Président : Jean-Loïc Baudet

Président d'honneur : Michel Levallois

Vice-présidents : Raymond Césaire, Georges Courade, Roland Portella. Secrétaire générale : Claudie Lasserre

Trésorier : Philippe Mathieu

La Lettre de la CADE

Directeur de publication : Jean-Loïc Baudet

Comité de rédaction : Raymond Césaire, Michel Levallois, Philippe Mathieu, Jean Roch, Denyse de Saivre, Henri Senghor, Jean Brice Simonin.

Ont collaboré à ce numéro : Jean-François Desessard et Niamoye Diarra

Iconographie, mise en page et maquette : Sara Valdés Desessard

Crédits photos RD : Jean Brice Simonin/CADE

La CADE : 5 rue des Immeubles Industriels 75011 Paris, FR.

Tél.: 01 43 48 14 67

Courriel : cade@afrique-demain.org

Site : www.afrique-demain.org

Dépôt légal à parution. Numéro ISSN : 1290-581X

Abonnement à La Lettre de la CADE :

NomPrénom.....

Adresse

Code postalVille

Courriel

Abonnement seul : 40 €, - étudiants : 8 €, - entreprises, collectivités locales : 200 €. Adhésion individuelle à l'Association, comprenant l'abonnement : 55 € Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.

Copyright :

Le contenu de La Lettre est libre de droits pour des usages non commerciaux, à la condition de citer la source (CADE) et de ne pas modifier le texte.